

Allocution

par **Christiane TAUBIRA**
Garde des Sceaux, ministre de la Justice

« À partir de ce soir, je tiens à la République qui m'inspire un respect, une tendresse que je ne connaissais pas. Je déclare le mot justice, le plus beau de la langue des hommes, et il faut pleurer si les hommes ne le comprennent plus ».

Ces propos sont de Jules Renard. Ils datent de février 1898. Ils témoignent de son indignation face à la condamnation d'Émile Zola pour diffamation envers l'armée, à la suite de la publication de l'incomparable *J'Accuse... !* dans *L'Aurore* de Georges Clemenceau.

Je ne reviendrai pas sur l'épisode, sur le feuilleton judiciaire, c'est un feuilleton que chacune, chacun d'entre vous connaît par le menu, ni même d'ailleurs sur les audaces tactiques de Zola, pour transformer ces procès en tribune.

Et à vrai dire, aujourd'hui, je vous avouerai, je suis plutôt d'humeur magnanime et je vais passer, peut-être un peu rapidement, sur la misogynie de Jules Renard. Simplement, parce que la magnanimité est facile lorsque que l'on peut constater que les préjugés ont été vaincus, encore que. Je lui passe volontiers, aujourd'hui, ce défaut considérable et les quelques horreurs qu'il a écrites sur les femmes dans son journal, mais il avait quand même quelques talents littéraires. Certainement que ce n'est pas de lui que nous aurions reçu témoignage de l'admirable pugnacité, du courage, de la finesse méthodique de Lucie Dreyfus, ni davantage, d'ailleurs, de la personnalité originale et attachante d'Alexandrine Zola, de son parcours singulier, de sa force de caractère, ni non plus de Jeanne, la mère des enfants de Zola.

Mais néanmoins, dans ces deux phrases de Jules Renard, il y a des choses essentielles, dites en quelques mots.

Comment ne pas pleurer ?

Comment ne pas pleurer, en effet, lorsque la justice est écrasée par l'intolérance, le mensonge éhonté, la raison d'État arbitraire qui n'a d'ailleurs jamais de bonnes raisons lorsqu'elle se soustrait au contrôle démocratique et qu'elle se dissimule derrière les institutions et les juridictions d'exception ?

Comment ne pas pleurer devant le triomphe de passions destructrices, violentes, et surtout de cette vigueur de l'antisémitisme, de la haine de l'autre, de cette vigueur terriblement dévastatrice ?

Comment reconnaître le peuple dans cette foule haineuse massée devant le Palais de Justice, et qui invective avec rage et jouissance ?

Nous connaissons, aujourd'hui encore, cette étrange exaltation pour les *passions tristes* que définit Spinoza : la colère, le déchaînement, la jalousie, la convoitise, le sectarisme, le fanatisme.

Comment ne pas pleurer ? Comment ne pas pleurer devant ce poison de la haine, inoculé dans des esprits faibles et furieux, en même temps qu'il glisse dans les veines de la République ?

Comment ne pas pleurer ? Cette interrogation a fait écho à une lettre qu'Émile Zola a écrite à Henri Brisson, président du Conseil, que Zola lui-même décrit comme incarnant la vertu républicaine. Il lui reproche d'être tombé dans la monstrueuse affaire. « C'est à pleurer, dit Zola, sur ce pays décimé, jonché de ceux que nous pensons être sa force et sa probité ».

Mais l'homme n'est pas seul. L'homme Zola n'est pas seul. Lorsqu'il écrit à son épouse Alexandrine, depuis son exil anglais, il est bouleversant de doutes, pris lui-même à la gorge par des interrogations intimes et taraudantes sur l'intérêt et le sens de son combat. Il avoue dans des lettres : « Je t'embrasse de tout mon pauvre cœur ulcéré, malade de ne plus savoir que faire. » Il avoue en fait, il reconnaît des fragilités inattendues. Il s'incline devant sa dépendance affective. « De toute mon âme, je t'embrasse pour me donner du courage ». Mais c'est le privilège des forts et des lucides, que de savoir lorsqu'ils sont ébranlés. Et Zola pressent, sans doute, la dureté des combats à venir pour imposer l'évidence de l'innocence du capitaine Dreyfus.

Il promet de ne pas rentrer en France, tant que des stigmates hideux de haine vont continuer à défigurer le visage de la France. Il promet de ne pas revenir, tant que Dreyfus n'est pas acquitté. Il avoue le chagrin qu'il éprouve à la perspective de ne pas retrouver la maison de Médan. Mais il tient bon. Il tient bon, sans doute animé par cette ardente passion pour la littérature, pour de grands auteurs, pour l'émulation que lui procure cette admiration de Balzac, de Stendhal, de Flaubert. D'ailleurs, au moment où il découvre l'énormité de l'Affaire et qu'il décide de s'engager et de descendre dans l'arène pour en découdre et pour faire triompher la vérité sur Dreyfus, à cette même période, il participe à l'instauration des dîners Balzac. Les dîners Balzac sont conçus comme une occasion de permettre à des écrivains de se rencontrer. Zola sera minoritaire en tant que dreyfusard parce que, la compagnie, c'est les Daudet, par exemple, Alphonse et Léon, père et fils, Maurice Barrès, c'est vous dire. Anatole France aussi qui, d'ailleurs, bientôt sera un soutien explicite au combat de Zola et à la cause de Dreyfus.

Zola sait que la partie sera âpre. Effectivement, elle est âpre, parce qu'elle se jouera contre un adversaire coriace, moins rationnel, moins structuré que les puissants qui décident, moins organisé, moins calculateur, mais tellement plus influent sur la pusillanimité, même la vilenie des autorités du pouvoir politique, moins organisé que les institutions, plus volatil, mais tellement plus présent. Parce que cet adversaire, c'est l'opinion publique. L'opinion publique, dont Molière disait en son temps que c'est la *barbarie des stupides*.

Cette opinion publique, Émile Zola choisit de l'éclairer, de la convaincre, de l'arracher à l'ignorance, aux préjugés. Et pour convaincre l'opinion publique, il choisit ses armes les meilleures : les mots. Mais ces mots, il les veut aussi sur le papier, là où ils vont circuler davantage, vibrer plus fort sur le journal, le journal dont Victor Hugo disait que c'est *le phare éclairant l'humanité*.

La grande loi de la liberté de la presse, et plus généralement de la liberté d'expression, n'a même pas vingt ans, mais il y a déjà, en France, des journaux écrits qui ont une vie longue et bouillonnante, et il y en a d'autres qui ont la vitalité et l'intrépidité de leur jeune âge. C'est le cas de *L'Aurore*. Cette bataille pour l'opinion publique est rude. Zola a beaucoup à faire, d'autres aussi, Bernard Lazare également. Elle est rude parce qu'elle a déjà commencé, même sans dire son nom. Elle a commencé avec la publication du fac-similé du fameux bordereau. Et c'est une période de trouble, d'incertitude. Cette opinion publique est profondément divisée et elle fait une confiance considérable à son armée, l'armée qui la protège, qui la rassure. L'institution est profondément réconfortante. L'armée du peuple, l'uniforme qui efface les appartenances sociales, l'armée qui semble un pilier au milieu des scandales financiers, de l'incurie du régime parlementaire. Comment demander à l'opinion publique de faire la part de l'institution et la part des hommes ? Comment lui demander de discerner, derrière l'uniforme, la félonie ou l'indignité de ceux qui, ayant recours à des prétextes inacceptables autant les uns que les autres, la raison d'état au prix de l'honneur d'un homme, de la vie d'un homme, de la réputation de sa famille, ou encore des calculs de carrière tout simplement, ou pire, ceux qui sont imbibés de l'antisémitisme ? Comment demander à l'opinion publique de faire la part entre l'institution et ces hommes-là, qui vont déshonorer l'institution par le mensonge et la forfaiture ?

Mais comme souvent, l'institution verra son honneur rescapé par l'un des siens. Et c'est ce que fait le colonel Georges Picquart, qui – au titre de ses responsabilités comme responsable du service d'espionnage militaire qu'on appelait le *service statistique*, les euphémismes sont élégants – a découvert la preuve de l'innocence

de Dreyfus, et, malgré toutes les pressions, refuse d'ignorer cette preuve.

Il fallait avoir le cœur bien haut placé pour affronter ces pressions, ces menaces, ces arguments de dissuasion, leurs conséquences et l'opprobre. *Il fallait avoir le cœur bien haut placé.* L'expression est du vice-président du Sénat, Arthur Scheurer-Kestner. Il avait lui-même le cœur haut placé. Il figurait l'honneur parlementaire, quand Picquart figurait l'honneur militaire. La complexité et la diversité des personnages, des caractères, des mobiles, de ceux qui interviennent dans cette tragédie, cette complexité témoigne des tensions de l'époque.

Mais ces personnages sont tels, et certains d'entre eux ont une telle densité, qu'ils vont susciter des portraits multiples, qui vont s'enrichir le temps passant. Il en est ainsi sous la plume de Marcel Proust, sous celle d'Émile Zola lui-même, dont la belle monographie érudite écrite par Jean-Denis Bredin et concernant Lucie Dreyfus, cette extraordinaire biographie, qui vient de paraître, de Lucie Dreyfus.

Pour ce qui concerne le colonel Georges Picquart, Christian Vigouroux nous fait l'amitié d'être dans l'assistance aujourd'hui. Il a dressé un portrait de Georges Picquart. Il le définit comme un homme attaché à la justice de l'exactitude. Étonnant, cet officier, qui s'obstine si longtemps à être loyal envers sa hiérarchie et envers l'ordre, l'ordre militaire, l'ordre judiciaire, l'ordre politique, jusqu'à ce qu'il se retrouve obligé, obligé, contraint pour ne pas trahir sa conscience – et quelles que soient les arrière-pensées qu'on ait pu lui prêter –, contraint à la désobéissance. Et là encore, Christian Vigouroux nous le définit comme un haut fonctionnaire qui a dit *non*, là où les Papon auraient dit *oui*.

Quels enseignements pouvons-nous tirer de cette tragédie qui n'est pas encore achevée à ce moment-là ? Quels enseignements pouvons-nous tirer des injonctions, des interpellations d'Émile Zola ? Émile Zola. Pour ma part, j'éprouve une tendresse infinie pour Émile Zola, et depuis mon adolescence, l'éblouissement que j'ai éprouvé à lire *Thérèse Raquin* – d'abord parce que c'est le premier que j'ai lu – et ensuite le cycle des *Rougon-Macquart*, puis, *L'Assommoir* (adolescent, ça vous bouscule quelque peu), *Thérèse Raquin* (d'ailleurs, aussi bien roman qu'en théâtre), et puis, bien entendu, *Germinal* (quelle découverte du monde, quel univers, *Germinal* !), cet éblouissement ne s'est jamais atténué.

Mais je veux retenir aujourd'hui, ou en tout cas, interroger aujourd'hui les enseignements que nous devons tirer de ces combats menés par Zola, de cette capacité qu'il a eue à mobiliser d'autres esprits et d'autres énergies, au point que cette tragédie, mais plus encore cette galerie de femmes et d'hommes pris dans la

tourmente de leur temps et qui – chacune, chacun, avec son tempérament et son caractère singulier – s’attache à conserver le regard clair, rivé sur la vérité et sur la justice. C’était une époque où certains étaient capables d’accepter tous les risques sur leur réputation, sur leur liberté, sur leur vie. C’était une époque où l’attachement à la vérité et à la justice était si intense pour certains grands esprits, y compris chez des personnes modestes, que tous les risques inhérents en étaient assumés.

Et tandis qu’Émile Zola accuse, qu’il interpelle le Président de la République – Félix Faure d’abord, Émile Loubet après – qu’il affronte l’opinion publique.

Tandis que Jean Jaurès harangue les ouvriers pour les conduire à percevoir chez Dreyfus, au-delà de la classe sociale, au-delà de l’appartenance sociale, une humanité bafouée, et par conséquent, une offense et une injustice infligées à tous, y compris à ces ouvriers.

Tandis que Jaurès essaie, à l’Assemblée nationale, de secouer les parlementaires en leur disant que se résigner à cette injustice, c’est en fait consentir à la stupeur de l’Histoire, au scandale de la conscience, à la honte de la raison.

Tandis que Zola, encore, riposte à ces étudiants nationalistes excités, qui menacent et harcèlent le vieux sénateur Scheurer-Kestner, et que Zola les interpelle à travers cette *Lettre à la jeunesse*, pour leur rappeler que les passions de la jeunesse sont naturellement tournées vers l’humanité, vers la vérité, vers la justice.

Tandis qu’Alfred Dreyfus lui-même, loin, si loin, seul, si seul, mais tenu par la volonté farouche de laver son honneur, s’accroche à la vie et aux lettres de Lucie.

Tandis qu’ils se battent ainsi, sans ménager leurs efforts, arrive enfin une première victoire, la grâce présidentielle.

Cette grâce présidentielle est une victoire et une défaite pour les faussaires de l’armée qui ont manœuvré comme une armée de faussaires.

Mais là encore, c’est Émile Zola qui aura les mots qu’il faut, des mots qu’il va ciseler. La grâce présidentielle ne suffit pas. Il faut que l’innocence de Dreyfus soit hautement reconnue, non pas pour sauver Dreyfus, dit Zola, mais pour sauver la France du désastre moral dans lequel elle a failli se perdre. Et ce sera chose faite, encore quelques années, après la mort de Zola, par la décision de la Cour de cassation. C’est en effet à la justice qu’il revenait de reconnaître l’erreur judiciaire et de restituer son honneur au capitaine.

Ainsi, ce combat pour Dreyfus s’inscrit dans la longue et belle lignée de ces actes de bravoure qui ont façonné notre idéal

républicain, qui ont permis la conquête de nos libertés. Et dans cette longue et belle lignée, bien entendu, nous pensons à la voix tonitruante de Voltaire, au combat de Voltaire pour la réhabilitation de Jean Calas, injustement accusé du meurtre de son fils, par des faussaires cléricaux cette fois. Nous pensons au combat de Voltaire, toujours, deux ans après, en 1765, pour réhabiliter le jeune, très jeune chevalier de La Barre, 19 ans. Le chevalier de La Barre accusé injustement d'avoir mutilé un crucifix et condamné par la Cour du parlement de Paris à être décapité, puis brûlé. J'ai dit, injustement accusé ? Et quand bien même. Et quand bien même, il avait abîmé ou mutilé un objet inerte, fut-il sacré, de quelque religion que ce soit, à quelle aune pèse-t-on la vie humaine ?

Nous savons ce que ces combats ont permis pour la conquête de nos libertés, nos libertés de conscience, d'expression, d'opinion, de croyance, de blasphème, d'apostasie, nos libertés individuelles.

Nous savons ce que les combats de Voltaire ont apporté en inspiration à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Nous savons aussi ce que d'autres grandes et belles figures ont apporté à la conquête de nos libertés. Je pense à la grande et belle Olympe de Gouges – en ce temps et avec cette clairvoyance où la lutte pour la liberté des esclaves rejoignait la lutte pour l'égalité des femmes – et à d'autres grandes belles figures, soucieuses de l'autre, soucieuses de ne pas composer sur les libertés individuelles, valables pour tous. Je pense à Victor Schœlcher, à Lamartine, à Arago, à tous ces grands et beaux esprits, mais aussi aux citoyens ordinaires qui s'organisent, qui se mobilisent, qui signent des pétitions, qui interpellent leurs parlementaires.

Nous savons ce que nous devons à tous ces combats, pour nos libertés aujourd'hui.

Anatole France, dans son éloge funèbre à Émile Zola, définit Émile Zola comme *un moment de la conscience humaine*.

Quels enseignements, quelles leçons nous tirons de ce combat, de ces combats d'Émile Zola ?

Peut-être, d'abord, une capacité à retrouver confiance dans la France, à percevoir, sous les cris de ceux que Zola lui-même appelait *la tourbe des malfaiteurs*, à percevoir sous ces cris ce qu'il y a d'indestructible dans la France, à retrouver confiance dans cette nation dont Zola voulait qu'elle soit une nation d'honneur, une nation d'humanité, de vérité et de justice aux yeux de l'Europe. Mais nous sommes plus ambitieux encore : aux yeux du monde. Parce que, dans le monde, il y a plus de personnes qui ont plus d'attentes envers la France, que de nombreux Français qui doutent.

Au mois de février de cette année, je me suis exprimée devant le comité de lutte antiterroriste des Nations Unies. Et lorsque j'ai expliqué qu'il n'y aurait pas de *Patriot Act* à la française, que nous

chercherions – que nous n'avions pas encore trouvé – mais que nous chercherions la bonne mesure entre la garantie de la sécurité que nous devons à nos concitoyens et la préservation de ces libertés individuelles et de ces libertés publiques, si chèrement acquises, lorsque j'ai expliqué que nous ferions, nous prendrions des dispositions législatives et que nous le ferions dans le cadre de l'état de droit, et que cet état de droit, nous veillerions à ne pas le fragiliser, mais au contraire, à le consolider, parce que nos libertés individuelles et nos libertés publiques – qui sont le fruit de tant de combats et de tant de sacrifices – ne sont pas à jeter en cadeau et en pâture à ceux qui veulent notre destruction. De nombreuses délégations étrangères, non seulement ont bruyamment approuvé, mais elles sont venues, très nombreuses, à la fin de la conférence, m'exprimer leur soulagement, me disant : « Nous étions inquiets. Nous nous disions : *« Mais si la France, aussi, se met à brimer les libertés... »* Et la phrase restait inachevée, comme si le désarroi créé par la perspective même de cette idée que la France puisse brimer les libertés, comme si ce désarroi-là provoquait un malheur indicible, incapable à traduire par les mots.

Le terrorisme a mis à rude épreuve notre capacité à garantir la sécurité, à le faire, en prenant nous-mêmes toutes les précautions nécessaires, et en même temps, à préserver ces libertés auxquelles nous sommes tant attachés. Et aujourd'hui, l'arrivée de milliers de réfugiés met à rude épreuve notre sens de l'hospitalité et de l'asile, face à ces enfants, ces femmes, ces hommes, ces vieillards mêmes qui refusent de se résigner, et en cela, nous ressemblent tellement, disent tellement ce qu'il y a de commun entre eux et nous. L'arrivée de ces milliers de réfugiés interroge notre sens de l'hospitalité et de l'asile, interroge aussi notre solidarité envers les déshérités, envers les persécutés, interroge notre conscience d'être frères des hommes. Georges Clemenceau disait que la plus grande maladie de l'âme, c'est le froid. Cela ne signifie pas que ce ne soit pas difficile. Cela veut dire simplement que nous devons privilégier nos valeurs, nos principes, notre histoire, nos combats, et rassembler nos énergies pour apporter les réponses qui conviennent à ces situations, face à nous, là, à nos portes, chez nous.

Et, il nous suffit peut-être simplement de renouer avec notre mémoire récente, pour nous souvenir qu'au siècle dernier – pas si lointain, celui-ci n'étant pas assez vieux – au siècle dernier nous avons accueilli des milliers de personnes qui, aujourd'hui, font partie de nous-mêmes, qu'au siècle dernier, nous avons reçu ces centaines de milliers de républicains espagnols, chassés de l'Espagne franquiste. C'était en 1936, 37, 38, 39 que nous avons reçu – faut-il dire *reçu* ? – celles et ceux qui, fuyant la zone occupée, se sont lancés dans des chemins d'errance pour rejoindre

la zone libre de la France. Ils ont parfois été mal perçus et mal reçus dans leur propre pays. C'était en 1940.

Faut-il se souvenir qu'en 1962, quand l'Algérie devint indépendante, ils furent aussi des centaines de milliers à venir. On les appelait les *pieds-noirs*, les *harkis*. Ils sont aujourd'hui partie de nous-mêmes.

Faut-il se souvenir de ceux qu'on appelait les *boat-people*, venant d'Asie du Sud-Est, de 1975 à 1984 ?

Faut-il se souvenir de ceux qui, en 1990, hier matin, après l'éclatement de la Yougoslavie, sont arrivés ici et en Europe ? Ils étaient au moins aussi nombreux que ceux d'aujourd'hui, et nous, nous étions moins nombreux alors. Et pourtant la France n'a pas sombré, l'Europe pas davantage.

Si nous nous laissons gouverner par la peur, cela signifie simplement que nous avons rompu avec ce souffle historique de l'intelligence et du cœur qu'illustrait Émile Zola. Nous devons, en hommage à Émile Zola, pour ses combats, pour son courage, nous devons retrouver ce que nous sommes nous-mêmes vraiment, nous devons recommencer à être fidèles à nous-mêmes.

C'est à ce prix, et à ce prix seulement, que nous saurons ce que signifie la *mondialité*, la seule réponse possible à la mondialisation violente, brutale, à l'augmentation des inégalités, au creusement des injustices, au triomphe des égoïsmes. La *mondialité*, telle qu'elle a été définie par Édouard Glissant, qui explique que nous devons aujourd'hui – maintenant qu'il n'y a plus aucun coin ni recoin du monde ignoré de nous –, nous devons retrouver cette nouvelle région du monde où nous allons entrer ensemble. Et nous allons entrer ensemble dans cette nouvelle région du monde sur la base de nos valeurs, de nos combats, de nos conquêtes, sur la base de notre attachement aux libertés, mais en sachant que ces libertés sont inaliénables, qu'elles sont indivisibles, et que, fidèlement à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, elles s'adressent à l'homme, où qu'il soit.

C'est à ce prix que nous serons fidèles à nous-mêmes et fidèles à Émile Zola. C'est la condition pour que nous soyons capables de surmonter les temps funestes que nous traversons en ce moment.

Et c'est alors, seulement alors, que nous pourrons reprendre à notre compte ces mots d'Arthur Rimbaud : « Je sais que la victoire m'est acquise. Les grincements de dents, les sifflements de feu, les soupirs empestés se modèrent, les souvenirs immondes s'effacent ».